

La vie politique en Europe et dans le monde

par Jean-Pierre Gouzy

La problématique de la guerre et de la paix se joue, pour l'essentiel, de nos jours, dans le vaste arc de cercle qui part de l'Asie du Sud-est pour aboutir, d'une part, à la mer Rouge, d'autre part, à la Méditerranée sur les rivages du Proche-orient et du Maghreb. À divers degrés, les pays suivants sont concernés : Indonésie, Philippines, Thaïlande du sud, Inde, Pakistan, Afghanistan, Iran, Irak, Koweït, Jordanie, Syrie, Liban, Arabie saoudite/Yémen, Israël/Palestine et à la marge : Turquie, Algérie, Maroc, Somalie, Soudan et même Égypte. Tous les pays énumérés sont, certes, en proie à des facteurs d'instabilité d'intensité variable. Un point commun à cet éveil du fanatisme, même si ce n'est pas le seul (par exemple, pour le moment, la Turquie est confrontée à un terrorisme d'origine ethnique avec les Kurdes), dans l'ensemble les facteurs communs de plus en plus difficiles à maîtriser concernent l'islamisme radical en mal de Djihad (guerre sainte)...

De l'Insulinde à l'Inde

En Asie du sud/sud-est, d'abord : les attentats d'octobre 2002 et 2005 qui ont causé la mort de 228 personnes, ont été attribués à la *Jemaah Islamyah*, variante indonésienne d'Al-Qaïda. Il en va de même pour l'attentat survenu à Djakarta en 2003 (14 tués, 152 blessés). D'autre part, les accords de paix signés aux îles Célèbes n'ont pas empêché les violences religieuses entre chrétiens et musulmans, provoquant des réactions passionnelles partout où les communautés chrétiennes ont subsisté, par exemple à Timor et dans certaines îles de la Sonde. Il n'est pas, en effet, inutile de rappeler au passage que l'Indonésie avec ses 165 millions de musulmans (environ 241 millions d'habitants au total) constitue la plus forte des communautés de religion

islamique. Aux Philippines voisines, l'activité insurrectionnelle des groupes armés islamiques et/ou communistes est sporadique. Celles des islamistes du groupe Abou Sayaf et du Front national Moro de Libération sont activement combattues par l'armée régulière appuyée par des militaires américains qui assurent le soutien logistique de la traque. Les musulmans représentent environ 10 % de la population. Ils sont essentiellement concentrés dans la grande île sudiste de Mindanao. Près de 90 % de la population des Philippines est d'origine chrétienne, mais, désormais des centaines de milliers de Philippins vont travailler en Arabie saoudite et la plupart d'entre eux reviendraient convertis à l'Islam. Signe des temps !

Dans le sud musulman de la Thaïlande, la situation préoccupe le gouvernement bouddhiste de Bangkok, même si les troubles restent localisés au sein de plusieurs provinces proches de la frontière malaise. Depuis janvier 2004 cependant, des vagues d'attentats islamistes à tendances séparatistes auraient causé la mort de plus de 1 500 personnes. Ce qui est loin d'être négligeable. La prise du pouvoir par l'armée, à la suite d'un coup d'État, le 19 septembre, aura-t-elle une incidence sur les troubles sudistes ?

En Inde, superpuissance en formation de l'Asie du Sud, avec son milliard 300 millions d'habitants, dont le PIB croît désormais à près de 10 % l'an (alors que la Chine vient de dépasser ce pourcentage) et dont le potentiel nucléaire est déjà remarquable, sept sanglants attentats quasi simultanés, imputés par New Delhi aux islamistes cachemiris, avec l'appui des services secrets pakistanais, ont ravagé les centres ferroviaires de Bombay, le 12 juillet dernier, tuant 181 personnes et en blessant 700 autres. Bombay, mégapole de désormais 18 millions d'habitants, est considérée comme la capitale économique de l'Inde. C'est ainsi qu'un des grands pays porteur d'avenir en ce XXI^e siècle n'est pas, lui aussi, à l'abri de violences sauvages.

Le premier ministre indien, Manmohan Singh, a exigé le 14 juillet écoulé, un « engagement ferme de la part du Pakistan pour que le territoire de l'Inde ne soit pas utilisé comme support pour des actes terroristes ».

Le pays de Gandhi et de la non-violence dispose de l'arme atomique depuis 1998, année où, comme par hasard, le Pakistan a fait exploser, lui aussi, sa propre première bombe nucléaire. De plus, on laisse entendre que le Pakistan a peu apprécié les essais de missiles balistiques de longue portée auxquels l'Inde a procédé le 9 juillet dernier. Ces missiles *Sorya* (soleil) permettent de frapper au-delà de l'Asie du Sud, puisqu'ils peuvent atteindre Pékin ou Shanghai. A fortiori Islamabad, capitale du Pakistan.

Je me permets de rappeler le voyage de George Bush à Delhi, en mars dernier. Voyage qualifié d'historique en raison d'un accord destiné à permettre des transferts technologiques précieux, au profit de l'Inde, notamment dans le domaine nucléaire. Cet accord, qui n'est pas encore entériné par le Congrès, n'a pas forcément plu aux Pakistanais, même si leur président, le général Moucharaf, arrivé au pouvoir en 1999, à la suite d'un coup d'État militaire, coopère officiellement de manière étroite avec les États-Unis contre le terrorisme. Mais Moucharaf a déjà échappé à plusieurs attentats et nul ne pourrait dire ce qui se passerait au Pakistan au cas où il disparaîtrait brutalement par la même voie expéditive.

Baloutchistan, Waziristan, Afghanistan

Grand pays de 160 millions d'habitants, à démographie galopante (moins de 50 millions en 1961), le Pakistan est musulman à 97 % dont, grosso modo, trois quarts de Sunnites, et un quart de Chiites.

Jeune puissance nucléaire, le Pakistan construirait à Khushal un réacteur à eau lourde capable de produire assez de plutonium pour fabriquer 40 à 50 armes nucléaires par an. Après tout, il n'y a là rien de surprenant, c'est bel et bien le « père » de l'arme atomique pakistanaise, Abdul Qadeer Kahn, aujourd'hui en résidence surveillée, qui a dévoilé les secrets nucléaires nécessaires à la fabrication de l'arme atomique à l'Iran et la Corée du Nord. Voici, d'une certaine façon, comment on joue avec le feu... Nous ne nous étendrons pas sur l'insécurité et les attentats au Pakistan. Ils sont monnaie courante, mais nous attirerons l'attention sur deux points : d'abord, sur les bords de la Mer d'Oman, l'État

du Baloutchistan, entité voisine de l'Iran et de l'Afghanistan, mais aussi membre de la République fédérale islamique du Pakistan (et par son truchement, du Commonwealth britannique) est en quête d'indépendance. À ce titre, il est périodiquement le théâtre de troubles violents. Mais, surtout les NWFP (territoires de l'est pakistanais qui jouxtent la frontière afghane sur des centaines de kilomètres, notamment dans les régions montagneuses du Waziristan), encore connues sous le nom de « zones tribales », ne sont pas vraiment contrôlées par l'armée pakistanaise et servent de base arrière aux talibans et militants d'Al-Qaïda qui combattent en Afghanistan.

Les forces militaires pakistanaises ont tenté de remettre en cause récemment le statut de quasi indépendance de ces zones tribales. Résultat : elles ont perdu au moins 600 hommes sur les 80 000 engagés dans les combats avec les islamistes, sans parvenir à « boucler » les frontières ou même arrêter les infiltrations incessantes de Moudjahiddins et d'armes. C'est probablement dans ces régions quasi inaccessibles d'ethnie pachtoune des deux côtés de la frontière afghan-pakistanaise que se cache toujours, en gardant sa mobilité, l'état-major d'Al-Qaïda et en demi-dieu mort vivant : Oussama Ben Mohammed Ben Awad Ben Laden.

Pour Mme Benazir Bhutto, ancien premier ministre du Pakistan, destituée en 1990, après avoir été accusée de népotisme : « La dictature militaire fait du Pakistan une plaque tournante du terrorisme. » C'est exact, de même, le fait que le Pakistan ait adopté la charia, l'année qui suivit son départ et que les droits de l'homme y soient foulés aux pieds. Mais aujourd'hui, existe-t-il une autre alternative crédible au Pakistan, que celle, pire encore, d'un radicalisme fondamentalisme ?

Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi dans l'Afghanistan voisin, les talibans, les fidèles de Ben Laden, Al-Zawahiri et consorts de la « divine confrérie » d'Al-Qaïda, plus un certain nombre de chefs de guerre, relèvent la tête... Façon de parler d'ailleurs, quand il n'est question que d'insécurité, de meurtres, d'enlèvements, d'attentats, de

narcotrafics à grande échelle, et désormais de plus en plus, à la manière de ce qui se passe en Irak, d'attentats suicides.

Circonstance aggravante, l'insécurité est de retour à Kaboul, la capitale, et dans le sud du pays. Ceci, grosso modo, cinq ans après que les Américains décidés à poursuivre Ben Laden et sa bande dans leurs réduits afghans, aient déclaré les en avoir chassés en même temps que le gouvernement taliban du mollah Omar, avec l'accord des Nations unies. C'est encore les Américains qui ont installé au pouvoir, à leur place, Hamid Karzaï, un pachtoune de la tribu des Popolzai. Celui-ci, bien que rescapé de plusieurs attentats, avait réussi, grâce à la protection de la FIAS (force internationale d'assistance à la sécurité) créée par l'ONU dans le grand Kaboul, à installer un régime acceptable pour la communauté internationale. Le 4 janvier 2004 naissait donc une nouvelle République islamique avec une assemblée, vaille que vaille, élue au suffrage universel. Entre temps, la FIAS (ancienne ISAF) était passée sous commandement OTAN et avait vu son mandat s'étendre à l'ensemble de l'Afghanistan. Aujourd'hui de 5 000 hommes, les forces de l'OTAN sont passées à plus de 24 000, parmi lesquels 1 200 français. À côté de la FIAF, les États-Unis continuent à diriger depuis 2001 une opération baptisée *Enduring Freedom* forte de 18 000 hommes, chargée de traquer les militants d'Al-Qaïda. À quoi s'ajoutent 30 000 hommes d'une armée afghane qui sort à peine des limbes et quelques forces de police. L'armée afghane est toujours incapable d'opérer seule.

Mais, l'OTAN demande encore des renforts ; Oussama Bel Laden demeure introuvable, même si sa tête a été mise à prix pour 25 millions de dollars (ce qui n'est pas cher payé, s'il s'agit de régler son compte à celui qui a réussi à descendre en flammes, le 11 septembre 2001, les tours du *World Trade Center* et à s'en prendre au Pentagone, entraînant dans la mort près de trois mille personnes). D'une certaine manière, les troupes de l'Alliance atlantique (curieux destin pour l'OTAN) ont, paraît-il, été surprises par « l'intensité des combats » et la dureté de la résistance talibane, bien armée grâce aux bénéfices que les producteurs de pavot empochent. Premier producteur d'opium du monde,

l'Afghanistan est ainsi à l'origine de 90 % de l'héroïne écoulée en Europe. En 2005, la récolte totale avait rapporté 27 millions de dollars.

Plusieurs milliers d'Afghans ont été tués cette année, notamment dans les opérations de guerre au sud du pays, mais aussi 149 soldats de la coalition, à la date du 8 septembre. L'avenir afghan « est plus imprévisible que jamais ». C'est le moins qu'on puisse dire.

Contrairement à leurs voisins Afghans qui sont à plus de 80 % sunnites, les Iraniens qui ont plus de 900 kilomètres de frontières communes avec l'Afghanistan sont à 90 % chiites, encadrés par 180 000 mollahs et les Pasdarans.

Iran et défi nucléaire

L'Iran, grande puissance pétrolière mondiale, aspire à devenir le plus rapidement possible une puissance nucléaire, officiellement civile, mais en réalité, tous azimuts. Signataire du Traité de non prolifération nucléaire (ce qui n'est pas le cas pour l'Inde et le Pakistan), l'Iran a été accusé en 2003 par l'Agence internationale de l'énergie atomique, sise à Vienne, de n'avoir pas respecté ses obligations dans le cadre du traité et, tout au contraire, de les avoir développées en les soustrayant au contrôle des inspecteurs de l'Agence. Les États-Unis n'entretenant pas de relations diplomatiques avec la République islamique, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont tenté d'arriver à un arrangement négocié, obtenant du gouvernement iranien en octobre 2003 qu'il suspende ses activités d'enrichissement d'uranium le temps de trouver, à l'amiable, une solution compatible avec ses engagements internationaux. De vraies tractations ont duré vingt-deux mois, sans résultat. En juin 2005, Mahmoud Ahmadinejad étant élu à la présidence de l'Iran, Téhéran a rejeté les propositions des Européens, et annoncé la reprise de son programme, vantant les qualités de son usine de conversion d'uranium d'Ispahan, au début de l'année en cours, Téhéran a ouvertement décidé de lever les scellés de ses centres de recherche nucléaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique, engageant les pays européens et les États-Unis, avec l'appui, pour la première fois, de la Russie et de la Chine, a saisi le Conseil de Sécurité de l'ONU du

dossier iranien. Celui-ci, le 31 juillet dernier, a adopté une résolution (portant le numéro 1696) exigeant que l'Iran « suspende toutes les activités liées à l'enrichissement d'uranium d'ici au 31 août, sous peine de sanctions internationales ».

Une nouvelle fois, l'Iran de M. Ahmadinejad s'est dérobé, estimant « impossible » de suspendre cet enrichissement dans les conditions actuelles et même confirme son intention de développer ses propres productions de plutonium.

Le Conseil de sécurité de l'ONU est désormais au pied du mur. George Bush demande à celui-ci de décréter des sanctions rapides, mais les membres permanents du Conseil de sécurité sont divisés. Or, une décision ne peut être prise à ce niveau et engager l'organisation internationale que si ses membres permanents sont tous d'accords. Un seul veto et aucun projet ne peut être pris en considération. La Chine et la Russie ont déjà fait savoir qu'elles refusaient pour le moment les sanctions. La France estime qu'il faut poursuivre la négociation.

Au point où en est arrivée cette affaire, les certitudes sont les suivantes :

- Téhéran l'a dit et répété sur tous les tons : l'Iran ne reculera pas d'un iota sur le dossier nucléaire. Au besoin, il sortirait du traité de non prolifération et interdirait toute poursuite des contrôles de l'AIEA. Toutefois, tant qu'il pourra continuer à jouer au chat et à la souris avec les Occidentaux, il poursuivra la stratégie bruyante et ambiguë qui est la sienne depuis trois ans ;
- les Iraniens ne croient pas à l'efficacité d'éventuelles sanctions occidentales, ni même à la capacité des Occidentaux de les obtenir sérieusement. L'Iran, qui dispose de la deuxième réserve pétrolière mondiale après l'Arabie Saoudite, peut fermer à qui bon lui semble les robinets pétroliers, provoquant une crise des tarifs sans précédent et même sans limite, précariser le trafic des tankers dans le détroit d'Ormuz. De plus, les Iraniens estiment que les

Américains, embourbés comme ils le sont en Irak, ne pourront pas aller très loin dans leurs menaces de sanctions unilatérales, si leurs partenaires au sein du Conseil de Sécurité n'arrivent pas à se décider. De plus, l'approche des élections pour le renouvellement d'une partie du Congrès en novembre, pousse George Bush, au moins pour l'instant, à une certaine prudence. Pour des raisons similaires, les Européens ayant déployé des milliers de soldats au Liban sud, largement dominé par le Hezbollah chiite pro-iranien, doivent être également incités à la prudence. Les uns et les autres redoutent, en raison de la conjoncture politique et pas nécessairement pour les mêmes raisons, une escalade aux conséquences imprévisibles. De plus, l'Iran ne se laissera pas enfermer dans un système où ses activités nucléaires civiles seront contrôlées étroitement par l'AIEA, c'est-à-dire, en fait, par les Occidentaux, pour l'empêcher, le moment venu, de basculer du nucléaire civil au nucléaire militaire. Il faudrait être bien naïf pour croire que M. Ahmadinejad et son groupe messianique n'ont pas pour objectif la bombe atomique iranienne, ou du moins la capacité d'en disposer le moment venu à sa guise. Les propos qu'il développe sont d'ailleurs de nature à inquiéter, non seulement le monde occidental, même aussi très directement Israël (puissance nucléaire officieuse, si je puis dire). Considérée par le président iranien comme une « tumeur » au Proche-orient, celui-ci souhaite voir rayer de la carte l'État hébreu après s'être gravement posé la question de l'Holocauste et ses six millions de morts, pendant la deuxième guerre mondiale, et si vraiment celui-ci a eu lieu avec une telle ampleur, c'est dit-il, aux Européens d'accueillir la population juive.

Le personnage est inquiétant quand il déploie le tapis rouge devant le premier ministre chiite irakien, Nouri Al-

Maliki, venu lui rendre visite les 12 et 13 septembre. De même que Ahmadinejad et les siens considèrent Israël comme (je cite) « le chasseur bombardier des États-Unis » au Proche-Orient, il ne cesse de saluer la proximité religieuse et culturelle de la dominante chiite de l'Irak avec celle de l'Iran. De même, il a décidé d'entretenir des relations spéciales avec Hugo Chavez, qui préside aux destinées d'un autre État pétrolier contestataire de la puissance américaine : Hugo Chavez prenant le temps d'aller illustrer leur communauté de vues à Caracas, le 17 septembre. De même à l'évidence, les chiites libanais du Hezbollah ont été armés par ses soins aux portes de l'État d'Israël. Les événements qui se sont déroulés au Liban l'été dernier n'auraient pas pris cette ampleur sans l'appui de Téhéran.

Irak sanglant

En Irak, les éléments de réconfort pour les partisans de la paix sont encore rares. Certes, il existe un gouvernement national à Bagdad dont le premier ministre, M. Al Maliki, se présente comme le représentant de 60 % de la population chiite, mais les Kurdes donnent au concept « d'autonomie » le sens d'une indépendance affirmée. De plus, une guérilla interconfessionnelle ronge le pays. Attentats, meurtres, enlèvements, peuplent le quotidien, sur fond de représailles et de contre-représailles incessantes. Le gouvernement reste « calfeutré » dans les remparts de la zone dite « verte » à Bagdad, sécurisée par l'armée américaine qui s'est renforcée dans la capitale et dont on envisage pour l'heure le maintien des effectifs (147 000 hommes) jusqu'au milieu de 2007. Certes, il existe une armée irakienne et Washington a accepté de rendre à l'Irak le contrôle graduel des 270 000 soldats aujourd'hui encadrés par les Américains. Ils devraient être 325 000 à la fin de 2006, mais leur fiabilité n'est pas encore établie pour faire face aux violences répétitives. 2 665 militaires américains avaient été tués entre Tigre et Euphrate, début septembre depuis le début de mars 2003. 18 500 ont été blessés pendant la même période. Côté irakien, le nombre des tués, civils inclus, dépasse le chiffre de 41 000 et atteindrait, sans doute, celui de 46 000.

Le chef des tueurs d'Al-Qaïda, Al-Zarkaoui, localisé par les Américains, a été tué le 7 juin dernier, on le sait, lors d'un raid aérien. Ce qui a donné à Ben Laden l'occasion de prononcer l'éloge funèbre de ce « lion de l'Islam » sur un site internet djihadiste. De plus, le réseau d'Al-Qaïda s'est reconstitué sous la direction d'un certain Abou Ayyoub Al-Masri. Ainsi l'extrémisme sunnite (clandestin, dans le cas d'Al-Qaïda) sème la terreur encore et se heurte sans cesse avec les milices chiïtes qui, telle « l'armée du Mahdi », multiplient les actes de cruauté, semant une autre terreur, apparemment en tout impunité. Comme le disait récemment Mgr Sleiman, archevêque de Bagdad : « Les États-Unis ont déposé un tyran, mais la paix reste éloignée. La mort est encore partout omniprésente. Le tribalisme s'est renforcé car la tribu apporte la certitude que les morts seront vengés. » Noble programme alors que tous les chrétiens qui le peuvent fuient l'Irak.

Nous avons, quant à nous, toujours douté de l'opportunité de l'intervention militaire américaine en Irak... Un rapport publié le 8 septembre par le Sénat américain dit, noir sur blanc : « Saddam Hussein n'avait aucune confiance en Al-Qaïda, considérant les extrémistes islamiques comme des menaces pour son propre régime, refusant toutes les demandes d'Al-Qaïda pour une aide matérielle ou opérationnelle ». Par ailleurs, l'intention prêtée par Bush à Saddam de préparer une arme nucléaire est depuis longtemps tombée en dérision, même si la plus grande probabilité demeure que ledit Saddam sera prochainement pendu pour les crimes qu'il a commis, mais aussi ceux qu'il n'a pas commis. Rien de nouveau sous le soleil, me rétorquera-t-on, l'histoire fourmille d'exemples de ce type.

Quoi qu'il en soit, l'abcès irakien infecte tout autant désormais que l'abcès israélo-palestinien, le proche et moyen-Orient. Certains signes permettent même de redouter que l'infection ne gagne d'autres pays. C'est le cas au Koweït, où l'opposition islamiste est sortie renforcée des élections législatives du 29 juin dernier, 21 sièges sur 50 au sein de la nouvelle chambre (où, par ailleurs, aucune femme ne figure). C'est pour préserver cet émirat pétrolier pro-

américain des ambitions de Saddam qu'a éclaté la guerre du Golfe en 1990.

C'est le cas en Jordanie où, le 9 novembre 2005, trois attentats suicides revendiqués par Al-Qaïda avaient tué soixante personnes et où le 4 novembre dernier un touriste britannique a été tué et d'autres blessés par un énergumène criant « Allah Akbar ».

C'est le cas au Yémen où des touristes ont été enlevés le 10 septembre, alors qu'échouait une attaque contre des installations pétrolières.

C'est le cas en Syrie où la police de l'un des ennemis de Bush, Bachar el Assad, a déjoué au dernier moment un attentat islamiste contre l'ambassade des USA. Ce qui lui a valu les remerciements de Washington.

C'est le cas en Égypte où la confrérie des frères musulmans a remporté 76 sièges contre 30 dans l'Assemblée sortante, à l'issue des élections de novembre 2005, même si les attentats sont encore rares au pays de Moubarak dont le fils devrait assumer la succession, un peu à la manière dont Bachar el Assad a succédé à Hafez el Assad.

C'est le cas en Algérie où le délai accordé par les autorités gouvernementales aux islamistes armés du cru pour se rendre (28 août) et bénéficier de l'amnistie, n'a obtenu qu'un succès très relatif. Seuls 250 à 300 repentis se sont manifestés. La plupart des adeptes du « groupe salafiste pour la prédication et le combat » restent implantés principalement dans les maquis montagneux, notamment en Kabylie. Ce conflit de basse intensité ne serait donc pas inquiétant si Al-Qaïda n'avait récemment délégué au GSPC le soin de provoquer des attentats en France même, avec sa bénédiction. Par ailleurs, le GSPC servirait de centre de recrutement pour les tunisiens souhaitant participer au « Djihad ».

Au Maroc, une cellule islamiste *salafiste* extrémiste a été démantelée fin août. Selon le gouvernement marocain, elle était en passe de réaliser des attentats bien plus conséquents que ceux de Casablanca qui, en 2003, avaient fait 45 morts. 56 personnes ont été arrêtées. Par ailleurs, les instituts de sondage prédisent un raz-de-marée islamiste aux élections législatives de 2007.

La poussée de fièvre islamique s'est propagée également dans ce qu'on appelle la corne de l'Afrique. Mogadiscio, la capitale somalienne est tombée entre les mains des « Tribunaux islamiques » avec une partie du sud. Dans le Soudan arabophone, le président islamiste Omar Al-Bashir mène au Darfour, province quasi désertique de l'ouest soudanais, une vraie guerre d'extermination depuis 2003 des tribus d'origine africaine. Ce conflit génocidaire aurait coûté la vie à 300 000 personnes. L'ONU a tenté d'envoyer des casques bleus pour rétablir l'ordre. Le gouvernement de Khartoum s'y est jusqu'ici obstinément opposé. Voilà le discours d'Omar Al-Bashir : « Nous sommes déterminés à vaincre n'importe quelle force étrangère qui entrera au Soudan, comme le Hezbollah a battu les armées israéliennes. Nous sommes, en particulier, opposés au déploiement de forces américaines, britanniques ou de n'importe quelles forces imposées par le Conseil de Sécurité de l'ONU. » Voilà, pour le respect des règles internationales ! Par contre Bashir accepte les « casques verts » africains, à condition qu'ils ne servent à rien.

Le Liban écartelé

Dans ce contexte global, la brève guerre du Liban, entre Israël et le Hezbollah – milice armée chiite pro-iranienne embusquée dans une partie de Beyrouth, ainsi que dans le sud et l'est (plaine de la Bekaa) du pays du cèdre – est riche d'enseignements.

Tout a commencé le 12 juillet quand les hommes du Hezbollah ont fait tomber dans une embuscade un groupe militaire israélien à la frontière du Liban : 2 soldats ont été enlevés, 8 autres sont tués au cours d'affrontement successifs. Il est évident que cette attaque était conçue pour provoquer délibérément l'État hébreu et que le Hezbollah ne peut avoir pris seul une telle initiative. Autrement dit, ce n'est pas le leader chiite Hassan Nasrallah qui est le véritable maître d'œuvre de cette affaire, mais le président iranien Mahmoud Ahmadinejad qui s'est juré « d'avoir la peau de l'État d'Israël » et qui a voulu tester sa capacité de réaction.

En Orient, le Hezbollah libanais est d'ailleurs considéré comme le rejeton légitime de la révolution iranienne depuis 1983. C'est la conséquence de l'opération « Paix en Galilée » à l'occasion de laquelle Israël envahit le Liban et pénétra dans Beyrouth pour en déloger Arafat et ses combattants palestiniens. Le « parti de Dieu » rassemblant l'aile radicale du chiisme est né de ces événements. Depuis lors, les relations du Hezbollah avec Israël sont restées des relations de guerre. Le prédécesseur d'Hassan Nasrallah, Abbas Al-Moussaoui a été tué dans un attentat ciblé des Israéliens. En 1996, avec l'opération « Raisins de la colère », Israël a bombardé les positions du Hezbollah dans le but de casser les reins de l'organisation chiite, mais sans y parvenir. Au printemps 2000, Israël a abandonné le Sud Liban après vingt-deux années d'occupation, au profit des chrétiens de l'éphémère armée du Liban sud (ALS). Le Hezbollah a investi la zone, la transformant en ce qu'on a surnommé « Hezbollah-land ». Du Liban, les troupes israéliennes n'ont gardé que le contrôle des « fermes de Cheba » au nord du Golan. C'est le prétexte invoqué par le Hezbollah pour lancer l'attaque du 12 juillet dernier contre l'armée israélienne.

Les services de renseignements israéliens (Mossad) et l'armée (Tsahal) ont sous estimé leur adversaire. Le Hezbollah disposait d'un armement moderne et nombreux : des milliers de roquettes (Katiouchas, notamment), des missiles, des armes antichars de la dernière génération. Israël a été touché jusqu'au cœur de son territoire, notamment dans des villes comme Haïfa, Nazareth, Tibériade, obligeant des centaines de milliers d'Israéliens à se réfugier dans le sud de l'État hébreu. Les militaires israéliens ont copieusement bombardé par la voie aérienne toutes les zones de concentration potentielle du Hezbollah : Beyrouth-sud et la plupart des villes frontières, presque toutes les infrastructures routières, portuaires, ont été réduites en cendres, provoquant la fuite vers le nord du pays du cèdre d'un bon quart de sa population libanaise. Ce qui explique le lourd tribut qu'elle a payé à ces entreprises de destruction. Le bombardement de la ville de Cana, causant la mort de nombreux enfants, le 30 juillet, a été dénoncé par

l'organisation *Human Rights Watch* provoquant les regrets du gouvernement israélien. Cana, ne l'oublions pas est une ville de la symbolique du martyr libanais (105 tués en 1996, du fait d'Israël).

Au total, cette nouvelle guerre de l'été 2006 a coûté la vie à 117 soldats israéliens et 42 civils. Côté libanais, on a déploré 1 200 morts civils et (selon des sources israéliennes très contestées) le Hezbollah aurait perdu 600 hommes. Les dégâts ont été considérables, notamment dans les quartiers et logements chiïtes, mais grâce à la manne iranienne, chaque foyer détruit a reçu un chèque de dix mille dollars, en compensation, pour aider les familles pénalisées. Les armements iraniens et syriens ont été pris en charge par le gouvernement de Téhéran avec l'appui du gouvernement de Damas qui n'a pas pardonné au gouvernement actuel de Beyrouth de l'avoir sommé de retirer ses troupes du Liban, grâce à l'appui des puissances occidentales, à la suite de l'assassinat de l'ancien président libanais Rafic Hariri à Beyrouth, imputé à tort ou à raison aux services secrets syriens. Le n° 2 des services de renseignements libanais, Samir Chéhadé, chargé de l'enquête sur la mort de Rafic Hariri vient d'ailleurs d'échapper à un attentat.

Ainsi, toute l'histoire de cette région est-elle une longue suite d'horreurs depuis des lustres : tueries suscitant la haine ; haine entretenant le désir de vengeance ; attentats aveugles ; actes de désespoir ; accès de folie meurtrière ; extrémismes engendrant de nouveaux extrémismes. Une fois encore, ce sont les extrémismes qui risquent d'être les nouveaux gagnants et les seuls vainqueurs de cette guerre.

Brève mais violente, la guerre a révélé, par ailleurs, qu'il n'existe pas de véritable armée libanaise. Dépourvue de moyens logistiques, elle n'est, au regard de beaucoup d'observateurs, qu'une « armée bidon ». Beyrouth n'a d'ailleurs proposé de déployer 15 000 soldats dans le sud que sept jours avant la proclamation du cessez-le-feu. Et que dire du gouvernement libanais qui comprenait des ministres chiïtes proches du Hezbollah et de ce Hezbollah qui avait développé un véritable réseau de forteresses souterraines dont, seul, il assumait le contrôle, en toute indépendance. Ce qui lui a permis d'opposer une résistance acharnée à Tsahal

qui n'est vraiment passée à l'offensive que vers le 20 juillet. Et que dire de la FINUL, cette force de paix, qui observait sur place la bataille au nom des Nations unies, mais qui, en raison de son mandat restrictif, n'a pas pu lever le petit doigt ?

Brève mais violente, cette guerre a laissé les Israéliens dubitatifs. Pour le moment, le Hezbollah reste une milice armée, à côté de l'armée libanaise et des nouveaux contingents militaires envoyés, entre autres, par la France (après une curieuse valse hésitation), l'Italie, l'Espagne notamment, sans oublier le contingent allemand sur le plan maritime et les contingents venus de pays non européens, comme ceux de l'Inde et du Ghana.

Seuls, selon les sondages, 30 % des Israéliens seulement acceptent de dire que leur pays a gagné. Le premier ministre Ehoud Olmert qui a succédé à Sharon en janvier de cette année sort affaibli par l'épreuve.

La décision de principe de Jérusalem de créer une commission d'enquête parlementaire a été annoncée le 16 août dernier et confirmée ce 17 septembre. Pour le peuple israélien, l'image de Tsahal, l'armée la plus puissante du Proche-Orient, piétinant face à des milices de guérilla chiites est difficilement supportable. Tout donne, en effet, à penser que le cessez-le-feu intervenu le 14 août à 5 heures GMT n'a encore, au-delà des opérations de déminage activement en cours, qu'un caractère provisoire et aléatoire.

Et l'Europe dans tout cela me direz-vous ?

« En tant que telle » elle n'a guère brillé, même si sa bonne volonté n'est pas en cause. Le 1^{er} août, l'Union européenne en vacances a réclamé une « cessation immédiate des hostilités » suivie par « un cessez-le-feu durable ». Elle a conditionné le déploiement d'une force internationale à « un règlement politique entre les parties ». Ce qui n'est pas encore le cas. Elle a exprimé « sa très forte préoccupation » pour les civils, les souffrances, la destruction des infrastructures » ; elle a condamné le monde « des roquettes (Katiouchas) », la mort des innocents, etc.

C'était le moins qu'elle pouvait faire pour marquer son existence. De même, quand elle a fait savoir qu'elle était disposée à « soutenir les efforts des Nations unies ».

En accord avec le Conseil de sécurité et son actif secrétaire général, le Ghanéen Annan, elle assumera le commandement des forces engagées jusqu'en février 2007. Ensuite, ce sera le tour de M. Prodi, qui veut manifester une nouvelle présence italienne dans le bassin méditerranéen. Certes, presque tous les États membres de l'Union ont montré leur intention de jouer leur rôle, selon leurs intérêts et leurs possibilités, pour contribuer au dénouement de cette grave crise libanaise, mais l'Union européenne, en tant que telle, n'a pas joué le rôle de premier plan en la circonstance. Jacques Chirac a d'ailleurs déploré ce manque de présence européenne. En quoi, pour une fois, il avait raison ! Il souhaitait notamment que M. Javier Solana, en charge de la diplomatie européenne, soit « investi d'un mandat qui lui permette d'agir au nom de l'Union » comme il s'efforce de le faire à propos de la crise nucléaire iranienne. Cette requête n'a pas eu de suite, en raison des divergences entre partenaires européens sur la meilleure façon d'appréhender la crise du Proche-Orient.

Le rôle d'ambassadeur itinérant de la communauté internationale a, tout au contraire, très bien été joué par M. Kofi Annan, en sa qualité de Secrétaire général de l'ONU, quand il s'est agi de mettre en œuvre la résolution 1701 votée le 11 août par le Conseil de Sécurité, en prenant sans attendre les contacts qui s'imposaient à Beyrouth, Damas, Téhéran, Jérusalem, Ramallah, de même qu'au Qatar, en Arabie saoudite et en Turquie.

Jérusalem : l'éternel retour

Pour « boucler la boucle » de ce cercle infernal, nous nous tournerons vers la Palestine et la longue dualité conflictuelle qui l'oppose à Israël. Celle-ci s'est aggravée, on le sait, avec l'arrivée au pouvoir du Hamas, dans la foulée des élections législatives palestiniennes du 25 janvier dernier. Organisation islamique jusque là classée « terroriste » sur les listes de l'Union européenne et des États-Unis, alors que l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas est restée fidèle au « Fatah » fondé par Yasser Arafat, l'aide internationale accordée aux Palestiniens, et singulièrement l'aide européenne qui lui

parvenait régulièrement pour lui permettre de subsister en tant qu'entité politique potentiellement reconnue par la communauté internationale, lui a été refusée. Un mécanisme a bien été imaginé à Bruxelles pour permettre à « l'Autorité » palestinienne de demeurer en survie artificielle, en acquittant des factures d'électricité, d'eau, de pétrole et en continuant à soutenir les services de santé. Mais ces recours n'ont pas permis pour autant, on s'en doute, de faire substantiellement face à une situation de plus en plus désastreuse, notamment dans la tristement fameuse bande de Gaza où 1 400 000 Palestiniens doivent s'entasser pour survivre sur un espace de quarante-deux kilomètres de long et cinq de large, soumis au blocus de l'armée israélienne depuis l'enlèvement par les commandos Ezzedine Al-Qassam, branche armée du Hamas, d'un militaire israélien le 25 juin dernier.

Depuis cette date funeste, le Hamas refuse toujours de reconnaître l'État hébreu, mais lui demande de libérer un millier des siens emprisonnés en Israël en échange de la restitution du caporal Shalit aux autorités israéliennes qui évidemment ne peuvent accepter un tel marchandage et s'efforcent, en revanche, de rendre la vie impossible à Gaza tant qu'on ne leur aura pas restitué, en bonne santé, leur ressortissant. Ainsi Gaza est un enfer : on doit y survivre au jour le jour sous les bombardements en l'absence de climatisation et d'électricité. Les fonctionnaires (comme en Cisjordanie, d'ailleurs) ne sont plus payés depuis mars. Les organismes de l'ONU distribuent des tickets de rationnement pour les bénéficiaires d'une aide alimentaire d'urgence. Dans la ville de Gaza elle-même la violence inter-palestinienne est devenue endémique. Entre le 25 juin et le 6 septembre, 226 personnes ont été tuées dont une douzaine de femmes et 47 enfants du fait de la pression militaire israélienne.

D'autre part, dans l'ensemble des territoires palestiniens, huit ministres et une vingtaine de députés du Hamas ont été arrêtés par les Israéliens, paralysant ainsi le fonctionnement de l'Autorité palestinienne. Koffi Annan a nommé un médiateur pour la libération des militaires kidnappés au nord par le Hezbollah, au sud par le Hamas

qui, après la guerre du Liban, a dû accepter, exsangue, l'offre de Mahmoud Abbas de participer à un gouvernement d'union nationale avec le Fatah, tout en maintenant sa décision de ne pas vouloir reconnaître l'État d'Israël, alors que, de son côté, Ehoud Olmert déclarait vouloir ouvrir un dialogue avec Abbas.

Que de gâchis sanglants depuis la proclamation du 30 avril 2003 de la « feuille de route » aux termes de laquelle, avec l'accord des États-Unis, de l'Union européenne, de la Russie, de l'ONU, la création d'un État palestinien avec des frontières provisoires devait être reconnue avant décembre 2003, pour devenir un État aux frontières définitives, fondé sur les résolutions de l'ONU, avant 2005. L'explosion libanaise a, d'ailleurs eu pour conséquence de renvoyer *sine die* aux calendes grecques tout projet de retrait « unilatéral » des territoires palestiniens, en procédant en Cisjordanie comme Sharon le fit pour les colonies israéliennes de la bande de Gaza. Mais, ce retrait « unilatéral » ne signifiait-il pas aussi la consécration de l'annexion définitive d'un certain nombre de territoires sensibles de la Cisjordanie pour « prémunir » l'État hébreu ?

Bref, nous demeurons dans une impasse, alors qu'il faut avoir à l'esprit que la route de la paix au proche et Moyen-Orient passe toujours nécessairement par Jérusalem, que « la seule cause qui permet de connecter le front arabo-sunnite et le radicalisme chiite est la Palestine » (Olivier Roy), que la guerre du Liban a eu pour première conséquence de renforcer l'islamisme chiite et les autres expressions radicales de l'intégrisme islamique dans l'ensemble arabo-musulman ; et qu'enfin, il est vrai, comme le soulignait un récent éditorial du *Monde*, qu'au moment où le calendrier nous rappelait le cinquième anniversaire des sinistres attentats du 11 septembre 2001, à New York, le sentiment commençait à prévaloir dans les esprits que « le monde affronte une spirale de plus en plus difficile à contrôler ». Et que notre Europe, à force de traîner le pied quand on parle de son unité politique, porte, en la circonstance, une lourde part de responsabilité.

(Paris, 26 septembre 2006.)

Jean-Pierre Gouzy.